



**Termes de référence pour le
Recrutement d'un consultant Suivi Evaluation Redevabilité et
Apprentissage (MEAL)**

**Projet
Enfants et jeunes sur les routes migratoires en
Afrique du Nord et de l'Ouest.**

Mai 2021

1. Contexte

Le nombre de migrants internationaux s'accroît chaque année : il est estimé à 272 millions en 2019 ; soit 3,5% de la population mondiale¹, dont 33 millions sont des enfants de moins de 18 ans (augmentation de 28% entre 2010 et 2019)², en lien avec l'augmentation de la population mondiale. Tel que présenté dans le Cadre de la politique migratoire pour l'Afrique (2018 – 2030), « les forces motrices, la dynamique et les modèles de migration varient selon les régions d'Afrique. Cependant, au cours des 15 dernières années, les migrations ont augmenté dans toutes les régions de l'Afrique et se caractérisent par une population immigrante essentiellement jeune, âgée de moins de 30 ans et des flux migratoires divers ». En Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest, sur une estimation de 40-45 millions migrants internationaux, 5 millions seraient des enfants³, même si jusqu'à présent il n'existe pas de données exactes sur les enfants en mobilité, et qu'il est difficile d'obtenir des données désagrégées par sexe, bien qu'une féminisation de la mobilité soit constatée depuis plusieurs années dans le continent africain⁴. Les enfants constituent en conséquence une partie importante des mouvements de populations dans le monde, et les causes justifiant cette mobilité sont très diverses : pauvreté extrême, manque d'emploi, volonté d'accéder à une offre éducative de qualité, recherche d'opportunités de développement durable, tradition familiale ou sociale de migration, fuite des violences, instabilité politique ou liée aux conflits et problèmes environnementaux, ou tout simplement la quête d'un mieux-être. Les filles, quant à elles, ont ces mêmes motivations, auxquelles s'ajoutent souvent l'inégalité et la discrimination de genre causées par les pesanteurs socioculturelles de leurs communautés d'origine, et qu'elles continuent très fréquemment à subir pendant leur périple migratoire.

Dans ce contexte, le gouvernement suisse s'engage dans le financement d'un projet régional sur les enfants et les jeunes sur les routes migratoires (EJM) en Afrique du Nord et de l'Ouest. Le projet « **Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires d'Afrique de l'Ouest et du Nord** » veut renforcer de manière pérenne les systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion socioéconomique et faciliter l'accès des enfants et jeunes en mobilité aux services rendus par ces systèmes (insertion économique à partir de 18 ans).

Le projet commence avec une phase préparatoire (2021) et une première phase de 3 ans dans 5 pays pilotes pour pouvoir développer et tester des approches de renforcement des systèmes qui seront pérennes et qui ne dépendront pas structurellement des ressources extérieures (2022-2024 ; Guinée, Mali, Maroc, Niger, Tunisie). Il est prévu que le projet, dans les phases suivantes, couvre tous les pays de la CEDEAO plus Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie.

Le consortium mené par Helvetas, Terre des hommes et la GIZ en partenariat avec le Mix Migration Center, Médecins du monde Belgique, Enda/MAEJT, SSI AO et SSI-International a été sélectionné par l'Agence de développement et de coopération Suisse pour mener la Phase préparatoire du projet.

Il est prévu de recruter un consultant pour appuyer le volet Suivi Evaluation Redevabilité et Apprentissage (MEAL).

Objectif général du projet :

Les pays en Afrique de l'Ouest et du Nord disposent de et appliquent un cadre normatif et des capacités organisationnelles nationales pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité la protection et l'accès à l'éducation en vue d'améliorer leurs chances et opportunités pour une vie digne.

Effet 1 : Bénéficiaires Les enfants et les jeunes en mobilité sont mieux protégés et ont accès à une éducation de qualité ; ils disposent des compétences et des capacités

¹ International Organization for Migration (IOM), World Migration Report 2020

² Ibid.

³ DDC, document de participation à l'appel d'offre

⁴ Commission de l'Union africaine, Département des Affaires sociales, Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et plan d'Action (2018 – 2030), (mai 2018)

	qui leur permettent d'améliorer leurs chances et opportunités pour une vie en dignité
Effet 2 : Organisations	Les systèmes et organisations nationaux sont renforcés pour offrir une meilleure protection, éducation et intégration socioéconomique aux enfants et aux jeunes en mobilité
Effet 3 : Politiques	Les lois et les stratégies nationales sont inclusives et sont basées sur les droits de l'enfant ; elles tiennent compte des besoins des enfants et des jeunes en mobilité à travers des protocoles de prise en charge personnalisés
Effet 4 : Profile suisse	La Suisse se profile en matière des droits des enfants et des jeunes en mobilité et promeut ces droits auprès des Etats, instances de coordination et de gouvernance et des organisations partenaires

2. Objectifs de la consultance

Le consultant recruté devra :

- Réaliser une étude de base (baseline) pour le projet afin d'obtenir une idée exacte de la situation des enfants et jeunes migrants dans les 5 pays de la phase pilote (Guinée, Mali, Maroc Niger et Tunisie) au démarrage du projet à partir d'indicateurs mesurables désagrégés par sexe et par âge. Il s'agira d'établir une situation de référence détaillée en proposant des valeurs (qualitatives et quantitatives) de référence pour les indicateurs d'impact, d'effets et de résultats du cadre logique ;
- Elaborer le cadre logique de la mise en œuvre de la phase 1 du projet en proposant au besoin de nouveaux indicateurs qui soient mieux adaptés aux types d'interventions du projet ;
- Définir le plan MEAL de la phase 1 du projet y compris la méthodologie de renseignement des indicateurs dans le cadre d'un système robuste de Suivi Evaluation.

3. Résultats attendus

- La situation de référence du projet est documentée dans les 5 pays pilote y compris
- Une liste d'indicateurs (désagrégés par sexe, âge, niveau d'étude...) et leurs situations de départ afin de facilement mesurer les impacts, effets et résultats dans les 5 pays pilote du projet est disponible
- Le cadre logique du projet affiné sur la base de la situation de référence est élaboré
- Le plan de Suivi Evaluation (Redevabilité et Apprentissage) du projet est élaboré.

4. Livrables attendus

- Le rapport de l'étude de base y compris :
 - o Rapport d'Inception de l'étude de base incluant la méthodologie
 - o Rapport intermédiaire
 - o Rapport final
- Le cadre logique de la phase 1
- Le plan MEAL de la phase 1.

Tous les livrables devront être rendus en langue française.

5. Méthodologie

Revue documentaire et analyse de données secondaires sur la situation des EJM dans les 5 pays.

Affinement des questions de recherche.

Echantillonnage (zones, bénéficiaires, acteurs...)

Questionnaires, grilles d'entretien...

Enquêtes (missions virtuelles selon la situation sanitaire)

Analyse des données

Elaboration du rapport d'étude de base.

Elaboration du Plan MEAL

Elaboration du cadre logique

Thèmes transversaux :

Une approche participative et sensible au genre sera appliquée de façon transversale, permettant si possible, une interaction avec les bénéficiaires et groupes cibles dans les zones d'intervention de l'action.

Il sera essentiel que la méthodologie soit adaptée à la situation sécuritaire (particulièrement au Mali et au Niger) ainsi que la situation actuelle liée à la Covid-19 en proposant des techniques de collecte de données adaptées, en respectant les mesures de protection recommandées par l'OMS et en ne mettant pas en danger la santé des personnes consultées ni du/de la consultant(e).

La méthodologie devra prendre en compte le manuel et guide pratique pour travailler en situations de fragilité et de conflit (cf. approche « Gestion des projets sensibles aux conflits (GPSC)⁵ ») et le principe do no harm.

Protection des participants au processus de collecte de données

Pendant tout le processus, les parties prenantes devront appliquer et respecter la Politique de Sauvegarde de l'Enfant des organisations, y compris le consentement signé.

6. Rôles, responsabilités et mécanismes de coordination

Le consultant recruté sera sous la responsabilité fonctionnelle de la Cheffe de Projet.

A ce titre, l'UMO aura la charge de :

- Identifier/contractualiser avec le consultant,
- Superviser l'atteinte des résultats de l'étude et la qualité des livrables soumis par le consultant

⁵ Manuel et guide pratique sur les 3 étapes pour travailler en situations de fragilité et de conflit : <https://www.dmeformpeace.org/peacexchange/3-steps-to-working-in-fragile-and-conflict-affectedsituations-2/>

- Répondre aux demandes d'appui du consultant notamment s'agissant de faciliter l'accès aux bureaux pays, aux interlocuteurs et documents identifiés comme pertinents par le consultant.

Le consultant a la responsabilité de conduire l'étude de baseline ainsi que tous les livrables listés au chapitre 4, conformément à ces termes de référence.

7. Période et périmètre de la consultance

La consultance se déroulera sur la période du 7 Juin au 27 Juillet 2021.

Le contrat est prévu pour une durée de 23 jours de travail.

Estimation du nombre de jours pour chaque rendu

Nombre de jours	Activité
2 jours environ	Desk review
8 jours environ	Entretiens
5 jours environ	Elaboration du rapport
5 jours environ	Plan MEAL
3 jours environ	Cadre logique

Date de livraison des rendus

Date	Activité
28 Juin	Draft Etude Baseline
2 Juillet	Retour des commentaires du consortium sur le draft
6 Juillet	Intégration des commentaires
5 Juillet	Draft du plan MEAL
12 Juillet	Retour des commentaires du consortium sur le draft
14 Juillet	Intégration des commentaires
16 Juillet	Draft du Cadre Logique
21 Juillet	Retour des commentaires du consortium sur le draft
23 Juillet	Intégration des commentaires

8. Profil du/de la consultant(e)

Le/la consultant(e) doit avoir le profil ci-après :

- Formation universitaire de deuxième cycle en développement international, gestion de projets, sciences sociales ou autres domaines pertinents

- Capacités de recherches / collecte des données / conduite d'entretiens/ construction de Plan de Suivi Evaluation/ élaboration de cadre logique...
- Expertise internationale avérée d'au moins quatre ans en matière de suivi et évaluation de projets et programmes et en développement d'outils de suivi et d'évaluation
- Bonne connaissance de l'approche Genre et Développement
- Bonne connaissance des enjeux en matière de protection et de promotion des droits des Enfants et des Jeunes Migrants
- Excellente maîtrise du français.

9. Soumission des offres

Le(s) candidat(e)s intéressé(e)s par cette consultation devront déposer un dossier en français comprenant :

- Une offre technique incluant une note sur la compréhension de la mission, ainsi que le CV détaillé et à jour du/de la consultant(e). La méthodologie de travail doit être concrète et clairement développée, notamment sur comment il/elle compte déployer la consultance dans les différents pays et adaptée au contexte Covid-19 (max. 10 pages).
- Copies d'au moins deux études similaires réalisées ;
- Une offre financière détaillé en CHF.
- Une confirmation de la disponibilité aux dates indiquées.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique aux adresses suivantes :

corinne.massardier@helvetas.org

anta.fall@tdh.ch

La date de clôture de la réception des candidatures est fixée au **31 Mai à minuit CET**.

10. Critères d'évaluation des offres :

- Méthodologie proposée et adaptée au contexte Covid-19 (30%)
- Pertinence de l'expérience professionnelle (connaissances et expérience dans le domaine de la migration et de la protection de l'enfant) dans les pays ciblés (30%)
- Offre financière (30%)
- Expérience de travail et en équipe dans des travaux similaires (10%).